

ARRÊTÉ DU PREMIER MINISTRE
Arrêté 27-8-58

JOURNAL OFFICIEL

DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

LOIS ET DECRETS

ARRÊTÉS, DÉCISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

ABONNEMENTS

| | | | |
|--------------------|-----------|-----------|--------|
| France & Union Fse | 1 an | 650 fr. | 6 mois |
| | Ordinaire | 1.100 fr. | |
| Avion | 1 an | 1.600 fr. | 6 mois |
| | Ordinaire | 1.400 fr. | |
| Etranger | 1 an | 800 fr. | 6 mois |
| | Ordinaire | 1.400 fr. | |
| Avion | 1 an | 3.500 fr. | 6 mois |
| | Ordinaire | 3.000 fr. | |

Prix du numéro (Au comptant, à l'imprimerie : 60 fr.
Par porteur ou par la poste : Togo-France & Union Fse : 75 fr.
Etranger : Port en sus.)

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOME, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avances.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

| | |
|------------------------|-----------------------------|
| La ligne | 60 f |
| Minimum | 230 f |
| Chaque annonce répétée | moitié prix ; minimum 230 f |

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

SOMMAIRE

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

LOIS

1958

16 mai — Délibération n° 1/CH-D. portant investiture de M. Sylvanus Olympio, Premier Ministre 398

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTICE DU CONSEIL

1958

20 mai — Décret n° 58-55 rendant exécutoire la délibération n° 1/Ch-D. du 16 mai 1958 par laquelle la Chambre des Députés du Togo accorde l'investiture à M. Sylvanus Olympio, Premier Ministre 399

20 mai — Décret n° 58-56 reportant, à titre exceptionnel, la clôture de l'exercice budgétaire et des opérations y afférentes — du budget général et du budget annexe des C.F.T. et Wharf. 399

PREMIER MINISTÈRE

1958

19 février — Arrêté n° 38/PM/MTP. portant création d'une commission d'homologation des prix 401

| | | |
|---|---|-----|
| 20 mai | — Arrêté n° 100/PM. portant nomination des membres du conseil de Gouvernement | 399 |
| 28 mai | — Arrêté n° 103/PM. portant nomination du ministre de l'Agriculture, de l'Elevage et des Eaux et Forêts | 400 |
| 28 mai | — Arrêté n° 104/PM. définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel | 400 |
| 2 juin | — Décision n° 92/D/PM. nommant une commission | 401 |
| 6 juin | — Arrêté n° 107/PM. portant nomination du Ministre de l'Education Nationale. | 401 |
| Arrêtés et décisions portant nominations, affectations, passages à l'échelon supérieur, désignation de deux agents permanents pour effectuer un stage d'entomologie à Bobo-Dioulasso, attribution de bourses, autorisation d'organiser une tombola et autorisation d'exhumation et de transfert de restes mortels | | 401 |

MINISTÈRE DES FINANCES

1958

23 mai — Arrêté n° 45/MF. portant délégation de signature 402

Arrêtés et décision portant désignation des membres des commissions des C.D. pour 1958, approbations de rôles et concession d'une pension de retraite 403

MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR, DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Décisions portant admission d'un mineur délinquant au centre de rééducation de Tové, affectations, démission et réintégration 406

**MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DE L'ECONOMIE ET DU PLAN**

1958

- 29 mai — Arrêté n° 39/MICEP/MA, fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du karité, récolte 1957-58 et l'ouverture de la campagne d'achat — récolte 1958-59 406

**MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATION**

- Arrêtés portant affectations, retrait de permis de conduire et modificatif à un précédent arrêté portant acceptation de démission 406

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ELEVAGE
ET DES EAUX ET FORETS**

- Décisions portant nominations 407

**MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES LOIS SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1958

- 29 mai — Arrêté n° 6/MTLS-FP, fixant la composition d'une commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective 408

- Décisions portant nomination, affectations, radiation et constatation d'absence 408

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

1958

- 30 mai — Arrêté n° 5/MEN, fixant le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission catholique du Togo pour l'année scolaire 1957-58 408

- 30 mai — Arrêté n° 6/MEN, fixant le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission évangélique du Togo pour l'année scolaire 1957-58 411

- 5 juin — Arrêté n° 7/MEN, abrogeant l'arrêté n° 4/MEN, du 17 mai 1958 412

- Décisions portant engagement, mutations et chargeant d'heures de cours de spécialités et de suppléance 413

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

- Décisions portant engagements 414

**ACTES CONJOINTS DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO
ET DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE
DU TOGO**

ARRETES; DECISIONS ET CIRCULAIRES

- Arrêtés portant nominations 414

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO**

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

- Décisions portant engagement et affectations 414

**ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE EN A. O.**

- Arrêté et décision portant classement et passage à l'échelon supérieur 415

AVIS; COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

- Avis de concours (Assistants d'élevage et Ecole forestière de P.A.O.F.) 416
Union Maritime et Commerciale « Umarco » 417
Domaine minier 417
Récépissé de Déclaration d'Associations 417
Avis de perte 418
Nécrologie 418
Société Limonadière Togolaise (S.L.T.) 418

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

LOIS

DELIBERATION N° 1/Ch. D. du 16 mai 1958 portant investiture de M. Sylvanus OLYMPIO, Premier Ministre.

Vu les résultats des élections du 27 avril 1958 pour le renouvellement de la Chambre des Députés du Togo;

Vu l'article 20 du décret n° 58-187 du 22 février 1958 modifiant le décret du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la lettre de M. le Député Nicolas Grunitzky, Premier Ministre du Gouvernement du Togo, adressée à M. le Président de la Chambre des Députés du Togo en date du 13 mai 1958 transmettant à ce dernier, à titre d'information, la lettre de démission de son Gouvernement à M. le Haut-Commissaire, le 10 mai 1958;

Vu la communication adressée au Président de la Chambre des Députés du Togo par le Haut-Commissaire de la République Française au Togo portant désignation du Premier Ministre en la personne de M. Sylvanus Olympio;

Vu la lettre adressée par M. Sylvanus Olympio à M. le Président de la Chambre des Députés du Togo, informant ce dernier de sa désignation en sa qualité de Premier Ministre et Pavisant de ce qu'il se présentera devant la Chambre des Députés le vendredi 16 mai 1958 aux fins d'investiture;

Vu les articles 9 et 10 du décret du 22 février 1958;

Vu le procès-verbal de la séance du 16 mai 1958;

La Chambre des Députés du Togo, donne son investiture à M. Sylvanus Olympio pour exercer les fonctions de Premier Ministre du Gouvernement de la République du Togo.

Délibérée à Lomé, le 16 mai 1958.

Le Président de la Chambre des Députés du Togo,
J. SAVI de Tové.

Les Secrétaires :

M. AROUNA

M. MOUMOUNI.

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

DECRETS, ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

PRÉSIDENTICE DU CONSEIL

CRET N° 58-55 du 20 mai 1958 rendant exécutoire la délibération n° 1/Ch.-D du 16 mai 1958 par laquelle la chambre des députés du Togo accorde l'investiture à M. Sylvanus OLYMPIO, Premier Ministre.

Le Premier Ministre;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la délibération n° 1/Ch.-D. du 16 mai 1958;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est rendue exécutoire la délibération n° 1/Ch.-D. du 16 mai 1958 portant investiture de M. Sylvanus Olympio, Premier Ministre de la République du Togo.

ART. 2. — Le présent décret sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 20 mai 1958.

S. E. OLYMPIO.

DECRET N° 58-56 du 20 mai 1958 reportant, à titre exceptionnel, la clôture de l'exercice budgétaire et des opérations y afférentes — du budget général et du budget annexe des CFT. & Wharf.

Le Premier Ministre;

Vu le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, modifié par le décret n° 57-359 du 22 mars 1957;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu le décret n° 58-187 du 22 février 1958 modifiant le décret du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier modifié et complété par les décrets du 19 janvier 1924 et du 26 août 1944;

Vu, notamment, les articles 67, 268, 269 et 274;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — A titre exceptionnel et pour l'exercice 1957 seulement, la clôture de l'exercice budgétaire et des opérations y afférentes de liquidation; ordonnancement; paiement des dépenses et de recouvrement des créances; est retardée de 2 mois pour le budget général et de 1 mois pour le budget annexe du Chemin de Fer et du Wharf.

ART. 2. — Le Premier Ministre, Ministre des Finances et le Trésorier-Payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Fait à Lomé, le 20 mai 1958.

S. E. OLYMPIO.

PREMIER MINISTÈRE

ARRETE N° 100/PM. du 20 mai 1958 portant nomination des membres du Conseil du Gouvernement.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la délibération n° 1/Ch.D. du 16 mai 1958 portant investiture de M. Sylvanus Olympio;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont nommés :

MM. S. E. OLYMPIO, Premier ministre; ministre des finances.

Paulin FREITAS, Ministre d'état, de l'intérieur, de l'information et de la presse.

Anani SANTOS, Ministre de la justice;

Ministre des travaux publics, des mines; des transports et des postes et télécommunications.

Hospice Coco, Ministre du commerce; de l'industrie; de l'économie et du plan.

Gerson KPOTSRA, Ministre de la santé publique;

Paulin AKOUÉRÉ, Ministre du travail; des lois sociales et de la fonction publique.

ART. 2. — Le Premier ministre remplit provisoirement les fonctions du ministre de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts et du ministre de l'éducation nationale.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

Lomé, le 28 mai 1958.

S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 103/PM du 28 mai 1958 portant nomination du Ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, des Eaux et Forêts.

Le Premier Ministre;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la délibération n° 1/Ch.D. du 16 mai 1958 portant investiture de M. Sylvanus Olympio;

Vu l'arrêté n° 100/PM, du 20 mai 1958 portant nomination des membres du conseil du Gouvernement;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Namoro Karamoco est nommé ministre de l'Agriculture, de l'Elevage, des eaux et forêts.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté n° 100/PM du 20 mai 1958 susvisé est modifié ainsi qu'il suit :

Le Premier ministre remplit provisoirement les fonctions du ministre de l'éducation nationale

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

Lomé, le 28 mai 1958.

S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 104/PM du 28 mai 1958 définissant les compétences ministérielles en matière d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel.

Le Premier Ministre,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 100/PM, du 20 mai 1958, portant nomination des membres du conseil du Gouvernement;

Vu l'accord technique en date du 20 mars 1958, relatif à la situation de certaines catégories de fonctionnaires, employés au Togo, conclu entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République du Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le ministre de la fonction publique est chargé de l'étude et de la préparation des textes concernant le statut général de la fonction publique togolaise; la création, la suppression ou l'aménagement des cadres administratifs de fonctionnaires, l'organisation des concours ou examens permettant l'accès aux divers emplois.

Il est chargé de la gestion des personnels de tous cadres, affectés dans les services de la République du Togo, ou détachés par elle.

- Cadres généraux de la FOM;
- Cadres métropolitains détachés;
- Personnel détaché au Togo des cadres des territoires d'outre-mer;
- Cadres supérieurs;
- Cadres locaux.

ART. 2. — Chaque ministre assure la gestion du personnel permanent, journalier et auxiliaire employé dans les services placés sous son autorité.

Le recrutement de nouveaux agents ne pourra intervenir qu'après accord du ministre des finances et justification de la nécessité absolue de la création du nouvel emploi par le Ministre intéressé.

Le ministre de la fonction publique sera toujours consulté sur les possibilités de combler cet emploi par un réaménagement des effectifs existants.

ART. 3. — Les contrats et avenants aux contrats sont passés entre l'intéressé et le Premier ministre après avis favorable de la Commission des contrats.

Le Premier ministre n'est toutefois pas lié par cet avis.

Le ministre de la fonction publique assure la gestion du personnel contractuel.

ART. 4. — Les décisions de nominations, promotions, congés ou mises à la retraite des personnels des cadres locaux ou supérieurs appartiennent au ministre de la fonction publique dans le cadre des statuts et règlements après visa du ministre des finances chargé de vérifier qu'elles concourent avec les inscriptions budgétaires.

ART. 5. — Les personnels des cadres généraux, les personnels détachés des cadres métropolitains ou des territoires d'outre-mer, sont gérés par le ministre de la fonction publique dans le cadre de leur statut d'origine et conformément à l'accord technique relatif à ces personnels conclu entre le gouvernement de la République française et le gouvernement de la République du Togo.

ART. 6. — Les agents de tous cadres et les contractuels sont mis à la disposition des ministres par le ministre de la fonction publique qui conserve à tout moment le pouvoir de procéder à la répartition des effectifs selon les nécessités du service et après visa du ministre des finances.

Ces agents mis à la disposition d'un ministre sont affectés, mutés et notés par celui-ci. Il peut également leur accorder des permissions d'absence après visa du ministre de la fonction publique chargé de contrôler que les dispositions statutaires ont bien été observées.

ART. 7. — Les directeurs et chefs de services sont nommés par le Premier ministre sur proposition du ministre intéressé dans la limite des postes prévus par l'organisation interne de chaque ministère, et après visas du ministre des finances et du ministre de la fonction publique.

ART. 8. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 mai 1958.

S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 107/PM du 6 juin 1958 portant nomination du Ministre de l'Éducation Nationale.

Le Premier Ministre;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la délibération n° 1/Ch.D. du 16 mai 1958 portant investiture de M. Sylvanus Olympio;

Vu l'arrêté n° 100/PM. du 20 mai 1958, portant nomination des membres du conseil du Gouvernement;

Vu l'article 2 de l'arrêté n° 103/PM. du 28 mai 1958, portant nomination du Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage, des Eaux et Forêts;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. Sankaredja S. Martin est nommé Ministre de l'Éducation Nationale.

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté N° 103/PM. du 28 mai 1958 susvisé est rapporté.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République du Togo.

Lomé, le 6 juin 1958
S. E. OLYMPIO.

Commissions

N° 38/PM/MTP, du :

19 février 1958. — Il est créé une commission de constatation des prix siégeant à Lomé.

Cette commission est chargée de constater mensuellement les prix courants pratiqués et afférents aux divers éléments constitutifs des formules de variation de prix applicables dans les marchés passés avec l'Administration et les collectivités publiques.

Cette commission est composée comme suit :

Président :

le Directeur des Travaux Publics.

Membre : un représentant de la Chambre de Commerce

— : le Chef de Service des Douanes ou son Représentant

— : le Chef de Service des Affaires Économiques

— : le Chef de Service de la Statistique ou son représentant

— : l'Inspecteur du Travail et des Lois Sociales

— : un représentant du Syndicat des Entrepreneurs des T.P. et du Bâtiment du Togo.

La présente commission se réunira une fois par mois sur convocation de son président et dans les dix premiers jours du mois.

N° 92/D/PM du :

2 juin 1958. — La commission prévue par la circulaire ministérielle n° 30.992/PEL/BE du 2 juin 1950, chargée de la dénomination des primes de rendement du personnel du cadre général des travaux publics de la France d'outre-mer, et composée de :

Président — le chef du service des travaux publics
— un représentant du directeur des finances
Membres } — un représentant du directeur du personnel
— deux fonctionnaires du cadre général des travaux publics

se réunira à la diligence de son président pour fixer les primes de rendement de 1958.

Nominations

Par arrêtés et décisions du Premier Ministre :

N° 473/D/PM-FP du .

22 mai 1958. — M. Boyer Jean, administrateur 2^e échelon de la France d'outre-mer, est nommé provisoirement chef du service de l'économie et du plan et ordonnateur-délégué du FIDES pendant le congé de M. Daurel, titulaire du poste.

La présente décision prendra effet à compter du 15 mai 1958.

N° 90/D/PM/INT du :

31 mai 1958. — M. Bodjona Michel, commis adjoint d'administration, agent spécial et receveur spécial de Lama-Kara, est nommé cumulativement avec ses fonctions, à titre provisoire, receveur de la circonscription de Pagouda pour compter du 1^{er} janvier 1958.

Affectations

N° 478/D/PM-FP du .

30 mai 1958. — M^{lle} Perrault Yvonne, professeur licenciée stagiaire de lettres, titulaire du CAPES, arrivée au Territoire par l'avion du 9 mai 1958, est mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale pour compter de la même date.

M^{lle} Perrault est à prendre en compte par le budget du Togo pour compter du 5 mai 1958, veille de son embarquement.

N° 93/D/PM du :

3 juin 1958. — M. Victor Dagba, secrétaire d'administration de 2^e classe, 3^e échelon est mis à la disposition de M. le ministre du travail, des lois sociales et de la fonction publique.

M. Victor Atakpamey, commis de 2^e classe 1^{er} échelon des services administratifs, financiers et comptables du Togo, est mis à la disposition de M. le ministre du travail, des lois sociales et de la fonction publique.

N^o 479/D/PM-FP du :

4 juin 1958. — M. Gbikpi Vincent, encadreur et animateur rural contractuel, est mis à la disposition du ministre de l'Agriculture, pour compter du 1^{er} janvier 1958.

La rémunération de M. Gbikpi est imputable au budget du FIDES. (Action rurale).

Passages à l'échelon supérieur

N^o 474/D/PM-FP de :

26 mai 1958. — Est constaté, pour compter du 1^{er} juillet 1958, le passage automatique à l'échelon supérieur de solde de M. Barategui Emmanuel, conducteur principal, 1^{er} échelon, du cadre supérieur des Travaux publics du Togo, qui passe, conducteur principal, 2^e échelon.

N^o 94/D/PM/MEN du :

3 juin 1958. — Est constaté pour compter du 1^{er} janvier 1958, le passage à la 1^{re} classe des instituteurs du cadre métropolitain de M. Jolivet Louis, précédemment instituteur de 2^e classe.

Stage

N^o 71/D/PM-FP du :

23 mai 1958. — MM. Koumouvi Roch et Kouévi Daniel, agents permanents du service de la lutte antipalustre, sont désignés pour effectuer un stage d'aide entomologiste d'une durée de six mois au centre d'entomologie de Bobo-Dioulasso.

Pendant la durée de leur stage; MM. Koumouvi Roch et Kouévi Daniel percevront un salaire mensuel de 13.400 francs à l'exclusion de toute indemnité, salaire minimum d'entretien d'un aide entomologiste à Bobo-Dioulasso, imputable au budget général, chapitre 18, article 6, paragraphe 2.

Bourses

N^o 106/PM/MEN du :

31 mai 1958. — Sont attribuées à compter du 1^{er} avril 1958 des bourses métropolitaines (catégorie D) aux élèves des écoles régionales d'agriculture suivants :

Hounsihoue Anatole, Ecole des Trois Croix Rennes
Letou Pierre, Ecole des Trois Croix Rennes
Sart'Anna Racum, Ecole des Trois Croix Rennes
N'Diaye Ben Ousmane, Ecole des Trois Croix Rennes
Agbojan Alexis, Ecole d'Ondes (Haute Garonne)
Dossou Narcisse, Ecole d'Ondes (Haute Garonne)
Alogbleto Bernard; Ecole d'Yvetot

Lare Yatonti, Ecole d'Yvetot
Sopah Clétus; Ecole d'Yvetot
Adigo Roger; Ecole de Sainte Luvrade
Assigbe Louis, Ecole de Sainte Luvrade
Aconti Pascal; Ecole de Sainte Luvrade
Dossou Fortuné; Ecole de Sainte Luvrade.

La dépense résultant du paiement de ces bourses est imputable au budget général du Togo, exercice 1958, chapitre 29, article 4, paragraphe 4.

Tombola

N^o 101/PM/INT du :

21 mai 1958. — Le comité de réparation de l'église saint Augustin d'Amoutivé à Lomé est autorisé à organiser une tombola à son profit.

Le nombre des billets dont l'émission est autorisée est fixé à six mille deux cent cinquante (6.250) et le prix de vente du billet est fixé à quatre cents francs (400) et celui du demi-billet à deux cents francs (200).

Le montant des lots ne devra pas être inférieur en valeur à la moitié de la valeur des billets émis.

La liste des lots avec indication de leur valeur devra être communiquée au président de la commission désignée ci-après, préalablement à la mise en vente des billets.

Le produit de la vente des billets devra être versé préalablement au tirage, à la caisse du comptable supérieur du trésor.

Le tirage de la tombola aura lieu le 31 août 1958, place Fréau à Lomé, sous le contrôle d'une commission composée de :

- MM. l'administrateur-maire; représentant le ministre de l'Intérieur; Président;
- Le trésorier-payeur du Togo, ou son représentant, membre
- Michel Kalife; membre.

Restes mortels

N^o 102/PM/INT du :

24 mai 1958. — Sont autorisés dans les conditions prescrites dans les arrêtés ministériels des 29 juillet 1916, 20 août 1933, et 27 mai 1942, l'exhumation et le transfert de Lomé à Ranchal (Rhône) des restes mortels de Mademoiselle Longin Evelyne Marie Hélène, décédée à Lama-Kara le 11 mars 1958.

MINISTÈRE DES FINANCES

Délégation de signature

N^o 45/MF du :

23 mai 1958. — M. Gayrard Raoul, chef du service des finances; est délégué dans les fonctions d'ordonnateur du budget général du Togo.

M. Gayrard est habilité à signer toutes les pièces comptables.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Gayrard la même délégation est donnée à M. Botherel, rédacteur d'Agom.

En cas d'urgence ou en cas d'absence de M. Gayrard Raoul, ordonnateur-délégué, M. Pellefigue Pierre, rédacteur d'Agoin, chef de la section solde à la direction des finances, est habilité à signer tous les titres de paiement relevant du service de la solde (traitements et accessoires des fonctionnaires, rémunérations des contractuels; salaires des agents journaliers; prestations et allocations familiales; retenues de logement et d'ameublement; retenues d'hôpital, de sécurité sociale; indemnités diverses) et à viser les pièces annexées aux dits mandats.

Commissions

Par arrêtés et décisions du Ministre des Finances :

N° 72/D/MF/CD du :

29 mai 1958. — Les commissions des contributions directes pour l'année 1958 sont composées comme suit :

Commune-mixte et subdivision Lomé

MM. Azemard
Kalife
Mensah John Albert
Dossah Paul

Commune-mixte Tsévié et cercle

MM. Aougah Félix
Djabaku
Honyigloh Jean
Dossou Vincent

Commune-mixte Anécho, cercle et subdivision Tagbligbo

MM. De Campos
Lawson Damien
Sitti Félix
Kalipé Jacob

Commune-mixte Palimé et cercle

MM. Abbey Gaspard
Malm William

MM. Kumapley Gabriel
Guidiguidi Louis

*Commune-mixte Atakpamé-cercle
et subdivision Nuatja*

MM. Houdard
Ekue Hubert
Kouassi Norbert
Dalicou Christian

*Commune-mixte Sokodé-cercle
et subdivision Bafilo*

MM. Nicol
Gaba Ernest
Ayeva Issifou
Adayi Adam

Commune-mixte Bassari et cercle

MM. Mensah Steven
Dosse Albert
Sossa Nimon
Tindjo

Cercle Lamá-Kara et subdivision Niamtougou

MM. Akakpo Norbert
De Souza Edmond
Palanga Grégoire
Akossou Batascome

Cercle Mango et subdivision Kandé

MM. Gravillou
Fiawoo Sanson
Yonkoue Konkoura
Idrissou Kpankpanso

Cercle Dapango

MM. Mama Yarbaba
Arouna Bila
Adboulaye Broumi
Soumaila Aboudoulaye.

Rôles

N° 47/MF/CD du :

23 mai 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles de régularisation exercice 1957 ci-après :

| N° DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT DES RÔLES | TOTAL |
|---------------------|------------------|--------------------------|-------------------|-----------|
| <i>Budget Local</i> | | | | |
| 521 | C. M. Atakpamé | Impôt général | 55.000,— | |
| 522 | — | Impôt général | 22.000,— | |
| 523 | — | Impôt général | 110.000,— | 187.000,— |
| 524 | Subd. Niamtougou | Impôt général | 18.000,— | 18.000,— |
| | | | | 205.000,— |

N° 49/MF/CD du :

29 mai 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles; exercice 1958 ci-après :

| N° DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT DES RÔLES | TOTAL |
|----------------------------------|----------------------|---|-------------------|-------------|
| <i>Budget local</i> | | | | |
| 49 | C. M. Tsévié | Taxe sur les armes perfectionnées | 38.000,— | |
| 50 | — | Taxe sur les armes non perfectionnées | 22.650,— | 60.650,— |
| 51 | Cerc. Tsévié | Taxe sur les armes perfectionnées | 60.000,— | |
| 52 | — | Taxe sur les armes non perfectionnées | 261.900,— | 321.900,— |
| 53 | C. M. Palimé | Taxe sur les armes perfectionnées | 37.000,— | 37.000,— |
| 54 | Cer. Klouto | Taxe sur les armes perfectionnées | 184.000,— | 184.000,— |
| 55 | Subd. Nuatja | Taxe sur les armes perfectionnées | 31.000,— | |
| 56 | — | Taxe sur les armes non perfectionnées | 37.200,— | 68.200,— |
| 57 | Subd. Atakpamé | Taxe sur les armes perfectionnées | 94.000,— | 94.000,— |
| 58 | Sub. Akposso plateau | Taxe sur les armes perfectionnées | 178.500,— | 178.500,— |
| 59 | C. M. Sokodé | Taxe sur les armes perfectionnées | 118.000,— | 118.000,— |
| 60 | Cerc. Sokodé | Taxe sur les armes perfectionnées | 112.000,— | 112.000,— |
| 61 | Subd. Bafilo | Taxe sur les armes perfectionnées | 12.000,— | 12.000,— |
| 62 | C. M. Bassari | Taxe sur les armes perfectionnées | 66.000,— | 66.000,— |
| 63 | Cerc. Bassari | Taxe sur les armes perfectionnées | 37.000,— | 37.000,— |
| 64 | Cerc. Lama-Kara | Taxe sur les armes perfectionnées | 91.000,— | 91.000,— |
| 65 | Sub. Niamtougou | Taxe sur les armes perfectionnées | 31.000,— | 31.000,— |
| 66 | Sub. Kandé | Taxe sur les armes perfectionnées | 81.000,— | 81.000,— |
| 67 | Cercle Dapango | Taxe sur les armes perfectionnées | 123.500,— | |
| 68 | — | Taxe sur les armes non perfectionnées | 127.800,— | 251.300,— |
| <i>Budget de circonscription</i> | | | | |
| 66 | Subd. Kandé | Centimes additionnels sur la taxe. | 20.250,— | 20.250,— |
| 67 | Cercle Dapango | Centimes additionnels sur la taxe. | 61.750,— | |
| 68 | — | Centimes additionnels sur la taxe. | 63.900,— | 125.650,— |
| | | | | 1.889.450,— |

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de un million huit cent quatre vingt neuf mille quatre cent cinquante francs est fixée au 15 juin 1958.

N° 50/MF/CD du :

29 mai 1958. — Sont approuvés et rendus exécutoires des rôles; exercice 1958 ci-après :

| N° DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT DES RÔLES | TOTAL |
|------------------------------|----------------|--------------------------|-------------------|-------------|
| <i>Budget local</i> | | | | |
| 8 | C. M. Tsévié | Impôt général | 184.000,— | 184.000,— |
| 9 | C. M. Anécho | Impôt général | 288.000,— | 288.000,— |
| 10 | C. M. Palimé | Impôt général | 597.000,— | 597.000,— |
| 11 | Cerc. Klouto | Impôt général | 573.500,— | 573.500,— |
| 12 | C. M. Atakpamé | Impôt général | 652.500,— | 652.500,— |
| A reporter : : : : | | | | 2.295.000,— |

| N° DES RÔLES | AGENCES | NATURE DES CONTRIBUTIONS | MONTANT DES RÔLES | TOTAL |
|--------------|-----------------------|--|-------------------|--------------|
| | | Report | | 2.295.000,— |
| 13 | C. M. Anécho | Patentes | 879.162,— | |
| 14 | — | Licences | 97.000,— | 976.162,— |
| 15 | Cerc. Anécho | Patentes | 635.445,— | 635.445,— |
| 16 | Subdivision Tabligho | Patentes | 303.754,— | |
| 17 | — | Licences | 65.000,— | 368.754,— |
| 18 | C. M. Palimé | Patentes | 1.299.153,— | |
| 19 | — | Licences | 159.000,— | 1.458.153,— |
| 20 | Cerc. Klouto | Patentes | 1.084.661,— | |
| 21 | — | Licences | 255.000,— | 1.339.661,— |
| 22 | Sub. Nuatja | Patentes | 188.930,— | |
| 23 | — | Licences | 25.000,— | 213.930,— |
| 24 | C. M. Atakpamé | Patentes | 1.253.347,— | |
| 25 | — | Licences | 144.000,— | 1.397.347,— |
| 26 | Subd. Atakpamé | Patentes | 302.866,— | |
| 27 | — | Licences | 103.000,— | 405.866,— |
| 28 | Subd. Akposso Plateau | Patentes | 536.932,— | |
| 29 | — | Licences | 254.000,— | 790.932,— |
| 30 | C. M. Sokodé | Patentes | 598.273,— | |
| 31 | — | Licences | 85.000,— | 683.273,— |
| 32 | Subd. Bafilo | Patentes | 37.170,— | |
| 33 | — | Licences | 7.000,— | 44.170,— |
| 34 | C. M. Bassari | Patentes | 108.690,— | |
| 35 | — | Licences | 26.000,— | 134.690,— |
| 36 | Cerc. Bassari | Patentes | 45.516,— | |
| 37 | — | Licences | 7.000,— | 52.516,— |
| 38 | Cerc. Lama-Kara | Patentes | 206.640,— | |
| 39 | — | Licences | 105.000,— | 311.640,— |
| 40 | Subd. Niamtougou | Patentes | 28.160,— | |
| 41 | — | Licences | 25.000,— | 53.160,— |
| 42 | Subd. Kandé | Patentes | 29.300,— | |
| 43 | — | Licences | 14.000,— | 43.300,— |
| 44 | Cercle Dapango | Patentes | 151.200,— | |
| 45 | — | Licences | 55.000,— | 206.200,— |
| | | <i>Budget communal</i> | | |
| 13 | C. M. Anécho | Centimes additionnels sur patentes | 175.829,— | |
| 14 | — | Centimes additionnels sur licences | 19.400,— | 195.229,— |
| 18 | C. M. Palimé | Centimes additionnels sur patentes | 259.827,— | |
| 19 | — | Centimes additionnels sur licences | 31.800,— | 291.627,— |
| 24 | C. M. Atakpamé | Centimes additionnels sur patentes | 250.666,— | |
| 25 | — | Centimes additionnels sur licences | 28.800,— | 279.466,— |
| 30 | C. M. Sokodé | Centimes additionnels sur patentes | 59.824,— | |
| 31 | — | Centimes additionnels sur licences | 8.500,— | 68.324,— |
| 34 | C. M. Bassari | Centimes additionnels sur patentes | 10.866,— | |
| 35 | — | Centimes additionnels sur licences | 2.600,— | 13.466,— |
| | | | | 12.258.311,— |

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de douze millions deux

cent cinquante huit mille trois cent onze franc; est fixée au 30 juin 1958.

Pensions

N° 46/MF/FP du :

23 mai 1958. — Est accordée pour compter du 1^{er} mars 1958 une pension proportionnelle au taux quinze mille cinq cent soixante douze (15.572) francs CFA l'an au grade 3^e échelon Ronde Bokolo n° mle 1521 né vers 1910 à Lama (cercle de Lama-Kara).

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget général du Togo.

MINISTÈRE D'ÉTAT, DE L'INTÉRIEUR,
DE L'INFORMATION ET DE LA PRESSE

Centre de rééducation

Par arrêtés et décisions du Ministre d'Etat, chargé de l'Intérieur, de l'Information et de la Presse :

N° 77/D/INT/PI du :

27 mai 1958. — Est placé pour une période d'une année au centre de rééducation de Tové (cercle de Klouto), en exécution du jugement en date du 4 février 1958 du tribunal correctionnel de Sokodé, le nommé Sani Alassani, âgé de 17 ans.

Affectations

N° 78/D/INT/PI du :

3 juin 1958. — M. Birregah Emmanuel, agent contractuel d'administration générale, est mis à la disposition du commandant de cercle de Lama-Kara.

M. Ouadja Moussa, agent contractuel d'administration générale, est mis à la disposition du commandant de cercle de Bassari.

La présente décision aura effet pour compter du 13 mai 1958.

N° 79/D/INT/PI du :

3 juin 1958. — M. Attikpo Valentin, commis d'administration adjoint de 3^e classe, est mis à la disposition du commandant de cercle d'Anécho pour compter du 1^{er} mai 1958.

Démission-Réintégration

N° 30/PNT/GT du :

21 mai 1958. — La démission de son emploi présentée par le garde 2^e échelon Honfe Gbado, n° mle 1939, du dépôt d'instruction de Lomé, est acceptée pour compter du 1^{er} juin 1958.

Est réintégré au corps de la garde togolaise, le garde auxiliaire Koriko Komlan, pour compter du 1^{er} juin 1958, en qualité de garde 1^{er} échelon, en remplacement du garde Honfe Gbado, démissionnaire.

MINISTÈRE DU COMMERCE, DE L'INDUSTRIE,
DE L'ÉCONOMIE ET DU PLAN

ARRETE interministériel N° 39/MICEP/MA du 29 mai 1958 fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du karité récolte 1957-1958 et l'ouverture de la campagne d'achat récolte 1958-1959.

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, de l'Économie et du Plan et le Ministre de l'Agriculture, de l'Élevage et des Eaux et Forêts,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu l'arrêté n° 17/MIC/MA, fixant la date de fermeture de la campagne d'achat du karité récolté 1956-57) et la date d'ouverture de la campagne 1957-58;

La Chambre de Commerce consultée;

ARRETTENT :

ARTICLE PREMIER. — La date de fermeture de la campagne d'achat du karité récolte 1957-1958 est fixée au 31 mai 1958.

ART. 2. — La date d'ouverture de la campagne d'achat du karité (récolte 1958-1959) est fixée au 2 juin 1958.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1958

*Le Ministre du Commerce,
de l'Industrie, de l'Économie et du Plan;*
HOSPICE COCO

*Le Ministre de l'Agriculture,
de l'Élevage et des Eaux et Forêts;*
N. KARAMOKO

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES
MINES, DES TRANSPORTS ET DES POSTES ET
TÉLÉCOMMUNICATIONS

Affectations

Par arrêtés du ministre des Travaux publics, des Mines, des Transports et des Postes et Télécommunications :

N° 2/MTP du :

30 mai 1958. — M. Dogbe Godwin, secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 3^e échelon, en service à la direction des Travaux publics, est affecté au cabinet du Ministre des Travaux publics, des Mines, des Transports, des Postes et Télécommunications pour compter du 23 mai 1958.

N° 3/MTP du :

30 mai 1958. — M. Dweggah Joseph, secrétaire d'administration de 1^{re} classe 2^e échelon, en service à la direction des Travaux publics; est mis à la disposition du Ministre du Travail, des Lois sociales et de la Fonction publique pour compter du 28 mai 1958.

Permis de conduire

N° 1/MTP/PT. du :

29 mai 1958. — Les permis de conduire mentionnés ci-après sont retirés temporairement à leurs titulaires pour une durée de :

Un mois

à compter de la date de notification de l'arrêté pour le permis de conduire n° 173 (VL-PL et TC) délivré à Porto-Novo le 23 janvier 1934 au nommé Abalc Benjamin, chauffeur, né à Anécho en 1898, demeurant à Anécho, quartier Adjido.

pour le permis de conduire n° 1840 (VL-PL et TC) délivré à Lomé le 28 juin 1951 au nommé Amelipo Vincent, chauffeur, né à Palimé vers 1933, demeurant à Palimé, quartier Sam Kondji.

Deux mois

à compter de la date de notification de l'arrêté pour le permis de conduire n° 425 (VL-PL et TC) délivré à Lomé le 10 septembre 1930 au nommé Lawson Laté Michel, chauffeur, né en 1905 à Anécho demeurant à Lomé, 3, Rue de Marseille, au service de Mme Edorh Sokey.

Trois mois

à compter de la date de notification de l'arrêté pour le permis de conduire n° 3772 (VL-PL et TC) délivré à Cotonou le 22 février 1951 au nommé Sagbo Gnahoui Robert, chauffeur, né à Ouidah Dabomey vers 1929, demeurant à Cotonou, carré 255, chez Bel-Ami.

pour le permis de conduire n° 4459 (VL-PL et TC) délivré à Porto-Novo le 14 août 1952 au nommé Michel Pierre Agbitto, chauffeur, né à Cotonou le 29 septembre 1925, demeurant à Aklakou, cercle d'Anécho; quartier Alladah.

pour le permis de conduire n° 2223 (VL-PL et TC) délivré à Lomé le 21 août 1952 au nommé Galivo Koffi Michel, chauffeur, né à Agou-Agbéko Cercle de Klouto vers 1931, demeurant Agou-Agbéko — Klouto.

Neuf mois

à compter de la date de notification de l'arrêté pour le permis de conduire n° 4028 (VL) délivré à Lomé le 28 mai 1957 au nommé Aléwobudo Kodjo chauffeur, né à Kouvé, cercle d'Anécho en 1933, demeurant à Lomé, quartier Lom-Nava; au service de M. Viera Hilaire Pierre transporteur à Cotonou, carré 196.

Il est interdit aux susnommés de conduire des véhicules pendant les périodes de suspension, même accompagnés de personnes titulaires de permis de conduire. Les récépissés de saisie des permis de conduire seront restitués immédiatement par les intéressés au commandant du détachement de gendarmerie de leur cercle et adressés à la direction des Travaux publics pour être joints à leur dossier.

Démission

Modificatif à l'arrêté n° 306/MTP/CFT du 19 mars 1958 acceptant démission.

Au lieu de :

M. Tchabi qui compte plus de dix ans et moins de vingt ans d'ancienneté de service (engagé le 1^{er} janvier 1949) peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement égale à 20 % du salaire moyen des douze derniers mois pour chaque année de service sans que cette indemnité puisse dépasser quatre mensualités.

En outre, il sera mandaté en faveur de M. Tchabi qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 30 mars 1957, une indemnité compensatrice de congé égale à 18 jours de salaire.

Lire :

M. Tchabi qui compte moins de dix ans d'ancienneté de service engagé le 1^{er} janvier 1949, ne peut prétendre au bénéfice de l'indemnité de licenciement.

Néanmoins il sera mandaté en faveur de M. Tchabi qui n'a bénéficié d'aucun congé depuis le 30 mars 1957, une indemnité compensatrice de congé égale à 18 jours de salaire.

Le reste sans changement.

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DE L'ÉLEVAGE ET DES EAUX ET FORÊTS

Nominations

Par décisions du Ministre de l'Agriculture; de l'Élevage et des Eaux et Forêts :

N° 50/D/MA/AG du :

31 mai 1958. — M. Deuss Jacques, ingénieur de 2^e classe 1^{er} échelon de l'Agriculture, directeur de la Ferme de Sotouboua et chef de la circonscription agricole de Sokodé est nommé, cumulativement avec ses autres fonctions, chef de l'inspection agricole du Moyen-Togo.

M. Petit Jean-Claude, ingénieur de 2^e classe 1^{er} échelon de l'Agriculture, directeur de la station de Tové et chef de la circonscription agricole de Klouto est nommé, cumulativement avec ses autres fonctions, chef de l'inspection agricole du centre.

M. Hoestra, phytopathologiste du Togo est nommé, cumulativement avec ses autres fonctions, chef par intérim de la section de la protection des végétaux.

N° 51/D/MA/AG du :

2 juin 1958. — M. Rossignol Pierre, ingénieur de 2^e classe 4^r échelon du cadre général des ingénieurs d'agriculture de la France d'Outre-Mer, chef du service de contrôle du conditionnement des produits par intérim, est nommé agent intermédiaire auprès de ce service, en remplacement de M. Verlière Guy en congé.

M. Rossignol aura droit à l'indemnité de responsabilité fixée par arrêté n° 419-50/F. du 2 juin 1950

La présente décision prendra effet pour compter du 6 mai 1958.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DES LOIS
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

ARRETE N° 6/MTLS-FP du 29 mai 1958 fixant la composition d'une commission mixte paritaire en vue de la conclusion d'une convention collective.

Le Ministre du Travail, des Lois sociales et de la Fonction publique;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956, portant statut du Togo, modifié par les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 et des actes subséquents susvisés portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés;

Vu la loi n° 52-1322 du 15 décembre 1952, instituant le Code du Travail, spécialement son article 73;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Une commission mixte chargée de l'élaboration d'une convention collective des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics du Togo est ainsi constituée :

du côté des employeurs : trois représentants du Syndicat des Entrepreneurs des T.P. et du Bâtiment du Togo;

du côté des salariés : trois représentants de l'Union des Syndicats du Togo (Syndicat des Travailleurs des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics).

ART. 2. — Les organisations professionnelles ci-dessus énumérées désignent leurs représentants et en communiquent la liste à l'Inspecteur du Travail du Togo, président de la commission.

Ces représentants devront produire la justification de leurs pouvoirs dès l'ouverture des séances de la commission.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, publié au Journal Officiel de la République du Togo et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 29 mai 1958

P. AKOUE

Nomination

Par décisions de Ministre du Travail, des Lois Sociales et de la Fonction Publique :

N° 21/D/MTP du :

3 juin 1958. — M. Dweggah Joseph, secrétaire d'administration de 1^{re} classe, 2^e échelon est nommé directeur du cabinet du Ministre du Travail, des Lois sociales et de la Fonction publique.

La présente décision aura effet pour compter de la date de prise de service de M. Dweggah.

Affectations

N° 12/D/MTLS/FP du :

21 mai 1958. — M. Ghofam Mani Michel, inspecteur de police de 3^e classe 1^{er} échelon, en service au Ministère du Travail et des Affaires Sociales, est remis à la disposition de M. le Premier Ministre du Gouvernement de la République du Togo pour compter du 1^{er} juin 1958.

N° 20/D/MFP du :

30 mai 1958. — M. Gnofam Mani Michel, inspecteur de police de 3^e classe, 1^{er} échelon, directeur du cabinet du Ministre du Travail et des Lois Sociales, est mis à la disposition du Ministre de l'Intérieur.

Radiation

N° 1/MFP du :

5 juin 1958. — M. Digoh Jean, écrivain de 2^e classe du cadre local des chemins de fer et du wharf du Togo (indice local 330), est rayé dudit cadre et intégré dans le cadre local des commis d'administration du Togo, en qualité de commis adjoint de 4^e classe, (indice local 330).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de sa signature.

Absence

N° 23/D/MFP du :

5 juin 1958. — Est constatée, pour compter du 15 mai 1958, l'absence de son poste de Mme Ayih Madeleine, née Rey, infirmière-adjointe, 2^e échelon, du cadre local de l'assistance médicale du Togo, en service à Palimé.

Pendant toute la durée de son absence, Mme Ayih Madeleine n'aura droit à aucun traitement.

MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION NATIONALE

ARRETE N° 5/MEN du 30 mai 1958 fixant le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission catholique du Togo pour l'année scolaire 1957-1958.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu l'arrêté n° 2/PM, du 27 septembre 1956, fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 654/E, du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'Enseignement Privé au Togo;

Sur la proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'Enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1957-58, le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission catholique sont fixés comme suit :

1^o Enseignement secondaire

| NOM DE L'ÉTABLISSEMENT | CLASSES | |
|--|----------------|--------------------|
| | SUBVENTIONNÉES | NON SUBVENTIONNÉES |
| Collège St Joseph Institution Secondaire N.D.A. Lomé | 12 | 1 |
| E.N. Togoville | 5 | 1 |
| Institution Secondaire de Lama-Kara | 4 | 1 |
| Total | 22 | 3 |

2^o Enseignement ménager

| NOM DE L'ÉTABLISSEMENT | CLASSES | |
|------------------------|----------------|--------------------|
| | SUBVENTIONNÉES | NON SUBVENTIONNÉES |
| Lomé-Amoutivé | 3 | |
| Sokodé | 1 | |
| Total | 4 | |

3^o Enseignement Primaire

CERCLE DE LOMÉ

| NOM DE L'ÉCOLE | CLASSES ENFANTINES | | CLASSES PRIMAIRES | |
|---------------------|--------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Subven-tionnées | Non subven-tionnées | Subven-tionnées | Non subven-tionnées |
| | Lomé-Cathédrale | | | 18 |
| Lomé-Filles | 1 | | 12 | |
| Nyékouakpoè-Garçons | | | 6 | 3 |
| Nyékouakpoè-Filles | | | 3 | 4 |
| Amoutivé-Garçons | | | 12 | 1 |
| Amoutivé-Filles | | 1 | 9 | 2 |
| Lomé-Ahanoukopé | | | 3 | 2 |
| Avépozo | | | 3 | 1 |
| Adidogomé | | | 2 | |
| Kodjoviakopé | | | 1 | 1 |
| Total | 1 | 1 | 69 | 15 |

CERCLE DE TSÉVIÉ

| NOM DE L'ÉCOLE | CLASSES ENFANTINES | | CLASSES PRIMAIRES | |
|------------------|--------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Subven-tionnées | non Subven-tionnées | Subven-tionnées | Non subven-tionnées |
| | Tsévié-Garçons | | | 10 |
| Tsévié-Filles | 1 | | 4 | 1 |
| Agbatopé | | | 3 | |
| Adangbé | | | 2 | 1 |
| Gafi | | | 1 | 1 |
| Alokoegbé | | | 2 | 1 |
| Bogamé-Tahasi | | | 2 | 1 |
| Noépé-Garçons | | 1 | 6 | |
| Noépé-Filles | | | 2 | 1 |
| Kovié | | | 3 | |
| Aképé | | | 2 | 1 |
| Assahoun-Garçons | | | 6 | |
| Assahoun-Filles | | | 1 | 1 |
| Tovégan | | | 2 | |
| Yométsé | | | 1 | 1 |
| Agbélévhoué | | | 4 | |
| Gapé | | | 3 | |
| Nyassivé | | | 1 | |
| Adjido | | | 1 | |
| Avédzé | | | 1 | |
| Total | 1 | 1 | 57 | 9 |

CERCLE D'ANÉCHO

| | | | |
|-----------------|---|----|----|
| Anécho-Garçons | | 6 | |
| Anécho-Filles | | 6 | 1 |
| Anécho-Adjido | | 3 | |
| Goukoupé | | 1 | 1 |
| Glidji | | 2 | |
| Tokpli | | 3 | |
| Esse-Ana | | 2 | |
| Aklakou | | 3 | |
| Afagnan-Bleta | | 1 | 1 |
| Gboto-Zevé | | | 1 |
| Anfoin | | | 1 |
| Tabligbo | | 2 | 1 |
| Ganavé | | | 1 |
| Kouvé | 1 | | 1 |
| Zafi | | | 1 |
| Esse-Zogbedji | | | 1 |
| Togoville | | 3 | |
| Akoda | | 2 | 1 |
| Porto-Seguro | | 3 | |
| Dagué | | 1 | |
| Vogan | | 4 | |
| Total | | 43 | 11 |

CERCLE DE KLOUTO

| NOM DE L'ÉCOLE | CLASSE ENFANTINES | | CLASSES PRIMAIRES | |
|-----------------|---------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| | Subven- tionnées | Non Subven- tionnées | Subven- tionnées | Non Subven- tionnées |
| | Palimé-Garçons | | | 11 |
| Palimé-Filles | 1 | | 6 | |
| Woamé | | | 3 | |
| Yéviéfé | | | 1 | 2 |
| Avéno | | | 1 | 1 |
| Kpimé | | | 3 | |
| Kouma-Tsamé | | | 1 | |
| Kouma-Bala | | | 3 | |
| Hanyigba-Todji | | | 1 | 1 |
| Agbessia | | | 1 | 1 |
| Adéta | | | 6 | |
| Agbanon | | | 3 | |
| Agavé | | | 1 | 1 |
| Tsiko | | | 1 | |
| Koudzravi | | | 3 | |
| Atigba | | | 2 | 1 |
| Yikpa | | | 1 | |
| Agou-Garçons | | | 6 | |
| Agou-Filles | | | 3 | |
| Klonou | | | 3 | |
| Assahoun-Fiagbé | | | 1 | |
| Katicopé | | | 1 | 1 |
| Total | 1 | | 62 | 8 |

CERCLE D'ATAKPAMÉ

| | | | |
|------------------|--|---|---|
| Atakpamé-Garçons | | 8 | |
| Atakpamé-Filles | | 5 | 2 |
| Gléi | | 3 | |
| Evédjé | | 1 | |
| Dadja | | 3 | |
| Daye-Akébou | | 1 | |
| Kamina-Akébou | | 2 | |
| Uga | | 2 | |
| Akpahoué | | 1 | |
| Atchinedji | | | 1 |
| Nuatja | | 3 | |
| Chra | | 3 | |
| Badou | | 4 | |
| Kativon | | 1 | |
| Ahasomé | | | 1 |
| Agadzi | | 3 | |
| Ezimé | | 3 | |
| Ogna | | 1 | |
| Koutoukpa | | 3 | 1 |
| Béna | | | |
| Tomégbé-Garçons | | 5 | |
| Tomégbé-Filles | | 2 | |
| Anonoé | | 2 | 1 |
| Maflo | | 2 | 1 |
| Kpété-Béna | | 1 | |
| Anié | | 3 | |

CERCLE DE BASSARI

| | | | |
|-----------------|--|---|--|
| Bassari-Garçons | | 3 | |
| Bassari-Filles | | 1 | |
| Sara | | 1 | |
| Dimouri | | 1 | |
| Bangéli | | 1 | |
| Total | | 7 | |

CERCLE DE LAMA-KARA

| | | | |
|---------------|--|---|---|
| Lama-Kara | | 3 | |
| Kolidé | | 1 | |
| Yadé-Garçons | | 6 | |
| Yadé-Filles | | 2 | 2 |
| Tchetchao | | 1 | |
| Aloum | | 1 | 1 |
| Kadjalla | | 1 | |
| Tcharé | | 3 | |
| Pya-Haut | | 1 | |
| Soundina-Haut | | 2 | |
| Karé | | 1 | |
| Pyo | | 1 | |
| Féouda | | 2 | 1 |

| NOM DE L'ÉCOLE | CLASSES ENFANTINES | | CLASSES PRIMAIRES | |
|-----------------|---------------------|-------------------------|---------------------|-------------------------|
| | Subven- tionnées | Non Subven- tionnées | Subven- tionnées | Non Subven- tionnées |
| | Dakrokonsou | | | 1 |
| Adjassihouhoué | | | 1 | |
| Pagala-Village | | | 1 | |
| Tcharé-Baou | | | 1 | |
| Daté-Kopé | | | | 1 |
| Total | | | 66 | 9 |

CERCLE DE SOKODÉ

| | | | |
|------------------|--|----|---|
| Sokodé-Garçons | | 5 | 1 |
| Sokodé-Filles | | 3 | 1 |
| Aledjo | | 3 | |
| Kolowaré | | | 2 |
| Sagbatéi | | 1 | |
| Ayengré | | 3 | 1 |
| Tchébédé | | 2 | |
| Kazaboua | | 1 | 1 |
| Koumoniadé | | 1 | |
| Sotouboua-Filles | | 1 | 1 |
| Kolonaboua | | 1 | 1 |
| Total | | 21 | 8 |

| NOM DE L'ÉCOLE | CLASSES ENFANTINES | | CLASSES PRIMAIRES | |
|--------------------|--------------------|---------------------|-------------------|---------------------|
| | Subven-tionnées | Non subven-tionnées | Subven-tionnées | Non subven-tionnées |
| Lama-Poulou | | | 1 | 1 |
| Soundina | | | 3 | |
| Kémérida | | | 1 | 2 |
| Lassa | | | 1 | 1 |
| Soundina-Sodoa | | | 1 | |
| Lama-Féheng | | | 1 | |
| Lama-Nyambadé | | | 1 | |
| Atchangbadé | | | 1 | |
| Bohou | | | 1 | |
| Lama-Pou | | | 1 | |
| Niamtougou-Garçons | | | 3 | 3 |
| Niamtougou-Filles | | | 1 | |
| Défalé | | | 2 | |
| Siou-Kawa | | | 1 | 1 |
| Yaka | | | | 1 |
| Ténéga | | | | 1 |
| Siou-Garçons | | | 4 | 2 |
| Siou-Filles | | | 2 | 1 |
| Pessaré | | | 1 | 1 |
| Soumdé | | | 1 | 1 |
| Sola | | | 1 | 1 |
| Total | | | 53 | 21 |

CERCLE DE MANGO

| | | | | |
|-----------------|--|--|---|---|
| Mango | | | 3 | |
| Wartéma | | | 1 | 1 |
| Ossacré | | | 1 | 1 |
| Kandé | | | 3 | 1 |
| Anima | | | | 1 |
| Total | | | 8 | 4 |

CERCLE DE DAPANGO

| | | | | |
|-------------------|--|--|----|---|
| Kantindi | | | 2 | 1 |
| Pana | | | 3 | 1 |
| Toaga | | | 1 | |
| Bombouaka-Garçons | | | 3 | 1 |
| Bombouaka-Filles | | | 2 | |
| Bogou | | | 2 | |
| Bugu | | | 1 | |
| Lotogou | | | 1 | 1 |
| Biankouri | | | 2 | |
| Tamongou | | | 1 | |
| Tampielem | | | | 1 |
| Margba | | | | 1 |
| Total | | | 18 | 6 |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mai 1958.

• S. E. OLYMPIO.

ARRETE N° 6/MEN du 30 mai 1958 fixant le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission évangélique du Togo pour l'année scolaire 1957-58.

Le Ministre de l'Éducation nationale,

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut du Togo, les pouvoirs du Gouvernement de la République du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu l'arrêté n° 2/PM, du 27 septembre 1956, fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 654/E, du 30 novembre 1943 portant réorganisation de l'Enseignement Privé au Togo;

Sur la proposition de l'inspecteur d'académie, directeur de l'enseignement au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'année scolaire 1957-58, le nombre et l'emplacement des écoles de la Mission évangélique sont fixés comme suit :

1° — Enseignement Secondaire

| NOM DE L'ÉTABLISSEMENT | CLASSES SUBVENTIONNÉES | CLASSES NON SUBVENTIONNÉES |
|--|------------------------|----------------------------|
| Cours Complémentaire et Normal de Lomé | 5 | 1 |
| Total | 5 | 1 |
| 2° — Enseignement Technique | | |
| Centre d'Apprentissage de Bassari | — | 1 |
| Centre d'Apprentissage de Pya | — | 2 |
| Total | — | 3 |

3^o — Enseignement Primaire

CERCLE DE LOMÉ

| ECOLES | CLASSES SUBVENTIONNÉES | CLASSES NON SUBVENTIONNÉES |
|--------------------|------------------------|----------------------------|
| Lomé-Filles | 5 | 1 |
| Ahanoukopé | 6 | — |
| Bè | 2 | 1 |
| Nyékonakpoè | — | 2 |
| Application-Tokoin | 1 | — |
| Total | 14 | 4 |

CERCLE D'ANÉCHO

| | | |
|-----------------|---|---|
| Anécho | 1 | 2 |
| Porto-Seguro | 1 | — |
| Total | 5 | 2 |

CERCLE DE TSÉVIÉ

| | | |
|-----------------|---|---|
| Tsévié | 3 | 1 |
| Mission-Tové | 3 | — |
| Tsiviépé | 2 | — |
| Gapé-Kpodzi | 1 | — |
| Total | 9 | 1 |

CERCLE DE PALIMÉ

| | | |
|-----------------|----|---|
| Palimé | 6 | 2 |
| Agou-Nyongbo | 5 | — |
| Agou-Akplolo | 3 | — |
| Agou-Dogbadzi | 2 | — |
| Klonou | 2 | 1 |
| Tové | 1 | 2 |
| Womé | 3 | — |
| Kuma-Adamé | 3 | — |
| Agomé-Tomegbé | 3 | — |
| Yo | — | 1 |
| Kpélé-Elé | 4 | — |
| Danyi-Kpéto | 2 | — |
| Ahlon-Sassanou | 1 | 1 |
| Total | 35 | 7 |

CERCLE D'ATAKPAMÉ

| | | |
|-----------|---|---|
| Atakpamé | 4 | — |
| Amou-Oblo | 3 | — |
| Sodjo | 3 | — |

| ECOLES | CLASSES SUBVENTIONNÉES | CLASSES NON SUBVENTIONNÉES |
|-----------------|------------------------|----------------------------|
| Bétéyi | 1 | — |
| Yalla-Démé | 2 | — |
| Kunyowu | 3 | — |
| Akébou-Yalla | — | 1 |
| Klabé-Efukpa | 1 | 2 |
| Gobé | 2 | — |
| Kessibo | 4 | 1 |
| Béthel | 1 | 1 |
| Badou | — | 1 |
| Dzidzi | — | 1 |
| Total | 24 | 7 |

CERCLE DE SOKODÉ

| | | |
|-----------------|---|---|
| Sokodé | 1 | — |
| Total | 1 | — |

CERCLE DE LAMA-KARA

| | | |
|-----------------|----|---|
| Pya | 3 | 1 |
| Farendé | 3 | — |
| Landa | 3 | — |
| Houdé | 3 | — |
| Lama-Kpéta | 3 | — |
| Wassa | 1 | — |
| Law-Féouno | 1 | 1 |
| Kadja | 1 | — |
| Alung | — | 1 |
| Houloung | — | 1 |
| Total | 18 | 4 |

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 30 mai 1958.

S. E. OLYMPIO,

ARRETE N° 7/MEN du 5 juin 1958 portant abrogation de l'arrêté n° 4/MEN du 17 mai 1958 transérant l'Inspection Primaire Nord de Sokodé à Lama-Kara.

Le Premier Ministre, Ministre de l'Éducation nationales;

Vu le décret de la République française n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu la loi togolaise n° 56-2 du 18 septembre 1956, déterminant dans le cadre du décret du 24 août 1956 portant statut

du Togo et ceux réservés à la Chambre des Députés, modifiée par la loi n° 57-13 du 28 mars 1957;

Vu les décrets n° 57-359 du 22 mars 1957 et 58-187 du 22 février 1958 modifiant le décret n° 56-847 du 24 août 1956 portant statut du Togo;

Vu l'arrêté n° 2/PM, du 27 septembre 1956 fixant les attributions des Ministères en matière de personnel;

Vu l'arrêté n° 32/E, du 18 janvier 1955 portant organisation de l'Enseignement officiel du Togo et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 4/MEN, du 17 mai 1958 transférant l'Inspection Primaire Nord de Sokodé à Lama-Kara:

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté n° 4/MEN du 17 mai 1958 transférant l'Inspection Primaire Nord de Sokodé à Lama-Kara est et demeure abrogé.

ART. 2. Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 5 juin 1958

S. E. OLYMPIO

Engagement

Par décisions du Premier Ministre, Ministre de l'Education nationale :

N° 117/D/MEN du :

28 mai 1958. — Les manœuvres d'internat dont les noms suivent, en service au Collège moderne de Sokodé depuis 1955, sont engagés pour compter du 1^{er} janvier 1958 en qualité de manœuvres spécialisés de 3^e classe au salaire mensuel de 3.000 francs :

Salifou Adam
Zakari Aladji
Ayéva Yaya
Maman Kérim

La dépense est imputable au budget général, exercice 1958 — chapitre 20, article 3, paragraphe 3.

Mutations

N° 87/D/PM/MEN du :

29 mai 1958. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement primaire pour compter du 1^{er} juin 1958 :

M.M. Kapy Larabou, monit. journalier, précédemment en service à Tamé, est affecté à Mango.
Houngues Lambert, monit. adjt 3^e éch., précédemment en service à Mango, est affecté à Sokodé (IPN).

Ajavon Sébastien, inst. adjt de 4^e classe AOF, remis à la disposition du Ministre de l'Education nationale, est affecté à Abobo (Direction).

Kudjoh Hermann, inst. adjt de 3^e cl. AOF, remis à la disposition du Ministre de l'Education nationale, est affecté à Mango.

Lawson Latévi Eloi, inst. adjt H.C., précédemment en service à Abobo (Direction), est affecté à Amoussoukopé (Direction).

Akakpo Michel, mont. adjt 4^e éch., précédemment en service à Tado (Direction), est affecté à Sokodé.

N° 118/D/MEN du :

4 juin 1958. — Les mutations suivantes sont prononcées parmi le personnel de l'enseignement primaire :

M.M. Pédanou Félix, moniteur journalier, précédemment en service à Momé-Houngpati (cercle d'Anécho), est affecté à Klologo (cercle d'Anécho).

Bocco Théophile, moniteur journalier, précédemment en service à Klologo (cercle d'Anécho), est affecté à Momé-Houngpati (cercle d'Anécho).

Cours de spécialités

N° 85/D/PM/MEN du :

26 mai 1958. — Les fonctionnaires et assimilés professeurs et chargés de cours au Lycée Bonnetcarrière de Lomé percevront pour le 2^e trimestre de l'année scolaire 1957-58 (janvier-février-mars) des indemnités pour les heures de cours de spécialités et pour les heures de suppléances dont le total hebdomadaire est fixé en regard de leurs noms, conformément au taux fixés par l'arrêté n° 22/PM-MIP du 30 janvier 1958 et aux catégories désignées ci-après :

Taux professeurs agrégés — Cadre normal — 15 heures

M. Tuffet Jacques : 7 heures par semaine

Taux professeurs certifiés licenciés — Cadre normal — 18 heures

MM. Pontillon Charles : 10 heures par semaine

Dupré Gérard : 2 heures 30 par semaine

Josephau Serge : 5 heures par semaine

D'Almeida Christian : 0 heure 15 par semaine

M^{mes} Neyrolles Hélène : 2 heures 30 par semaine

Canarelli Noëlle : 2 heures par semaine

M^{lle} Guillou Hélène : 6 heures par semaine

Taux adjoints d'enseignement : 18 heures

M^{mes} Gbikpi Paule : 0 heure 30 par semaine

Costalat Jacqueline : 2 heures par semaine

Lanzarotti Georgette : 2 heures par semaine

M^{lle} Eychenne Claude : 1 heure 30 par semaine

Taux instituteurs principaux : 18 heures

M. Liquet Jean-Marie : 3 heures par semaine

Taux instituteurs : 18 heures

M^{mes} Courriou Georgette : 2 heures 30 par semaine

Lara Cécile : 1 heure 30 par semaine

Boitelle Edith : 1 heure par semaine.

Ces indemnités sont payables sur le vu d'une attestation de travail effectué établie par le proviseur du Lycée Bonnacarrère de Lomé et certifiée conforme par le directeur de l'enseignement.

MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

Engagements

Par décisions du Ministre de la Santé publique :
N° 57/D/MSP. du :

23 mai 1958. — Sont engagés en qualité d'agents permanents 1^{re} catégorie échelle A pour compter du 1^{er} mai 1958 et mis à la disposition du directeur de la Santé publique pour servir au service d'hygiène dans l'équipe d'entomologie : (Capture de moustiques).

M.M. Agbeshie Gabriel M.M. Amouzou Eugène
Folly Georges Mensah Guillaume.

Le salaire des intéressés est imputable au budget général, exercice 1958, chapitre 18, article 8.

N° 58/D/MSP. du :

31 mai 1958. — Sont engagés à la 1^{re} catégorie échelle A, pour une période de quatre mois, à compter du 10 mai 1958 et mis à la disposition du directeur de la santé publique pour servir au service d'hygiène, en vue d'assurer la campagne de chimio-prophylaxie antipalustre.

M.M. Amegah Raphaël M.M. Amou Nestor
Attiglah Nicolas Byll Emile
Ekuhoho Stéphan Lawson Tarcisus.
Oeloo Kuakumensah Alfred

Le salaire des intéressés est imputable au budget général, exercice 1958, chapitre 18, article 8.

N° 59/D/MSP. du :

31 mai 1958. — Sont engagés en qualité d'agents permanents dans les catégories suivantes, pour compter du 1^{er} juin 1958, et mis à la disposition du directeur de la santé publique pour servir à l'hôpital de Sokodé :

M.M. Troum Sayie, agent permanent (cuisinier) 3^e catégorie échelle A.
Biyau Azoumarou, agent permanent (mécanicien) 2^e cat. échelle A.
Amadou Ba Salifou, agent permanent (blanchisseur) 1^{re} cat. échelle A.
Nagbouam Joseph, manœuvre (aidé-cuisinier) 3^e classe.

Le salaire des intéressés est imputable au budget général, exercice 1958 — chapitre 18 — article 6.

ACTES CONJOINTS DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO ET DU GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU TOGO

ARRETES; DECISIONS ET CIRCULAIRES

Nominations

Par arrêtés conjoints du Haut-Commissaire de la République française au Togo et du Premier Ministre du Gouvernement de la République du Togo :

N° 14/HC/PM/PE. du :

4 juin 1958. — M. Davy Pierre, administrateur, 3^e échelon, de la France d'outre-mer, commandant de cercle d'Atakpamé, est nommé cumulativement avec ses fonctions actuelles; chef de la subdivision administrative d'Atakpamé, en remplacement de M. Atakpamey Victor, commis des services administratifs, financiers et comptables du Togo, qui réintègre son cadre d'origine.

N° 15/HC/PM/PE. du :

4 juin 1958. — M. Hunlede Joachim, administrateur adjoint, 1^{er} échelon, de la France d'outre-mer; de retour au Togo et arrivé à Lomé le 29 mai 1958; est nommé adjoint à l'administrateur-maire de Lomé, en remplacement de M. Rosier Sully Georges, chef de bureau de 1^{re} classe d'administration générale d'outre-mer, en instance de départ en congé administratif.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE AU TOGO

ARRETES, DECISIONS ET CIRCULAIRES

Engagement

Par décisions du Haut-Commissaire de la République française au Togo :

N° 128/D/PE. du :

2 juin 1958. — Mlle Cecillon Henriette est engagée en qualité de secrétaire-dactylographe, pour servir au cabinet du Haut-Commissaire de la République française au Togo, en remplacement de Mme Dumas, démissionnaire.

Mlle Cecillon aura droit à un salaire mensuel de trente mille (30.000) francs CFA.

La présente décision aura effet pour compter du 24 avril 1958.

Affectations

N° 121/D/PE. du :

23 mai 1958. — M. Boukpassi Nossa Martin, commis d'administration adjoint de 6^e classe (indice local 300), mis à la disposition du Haut-Com-

missaire de la République française au Togo, par décision n° 372/PM. du 12 mai 1958, est affecté à la trésorerie du Togo, pour compter du 12 mai 1958.

N° 127/D/PE. du :

2 juin 1958. — M. Ahialebedji Gustave, assistant météorologiste stagiaire, en service à la station principale de Lomé-aérodrome, est nommé à compter du 15 juin 1958, chef de la station météorologique de Tabligbo, en remplacement de M. Ajavon Emmanuel, aide-météorologiste adjoint de 5^e classe, appelé à d'autres fonctions.

M. Ajavon Emmanuel, aide-météorologiste adjoint de 5^e classe, chef de la station météorologique de Tabligbo, est affecté à la station principale de Lomé-Aérodrome.

ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE EN A.O.F.

Classement

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République, Gouverneur Général de l'A.O.F. en date du :

8 mai 1958. — En application des dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 11.649 DGP/5-2 du 18 décembre 1957; les fonctionnaires dont les noms suivent, intégrés dans le corps supérieur des conducteurs d'agriculture, sont classés dans les grades et échelons de ce corps, ainsi qu'il est précisé ci-dessous; pour compter des dates indiquées ci-après, au point de vue exclusif de l'ancienneté.

| NOM ET PRENOMS (Affectation) | Situation dans le corps des aides conducteurs d'agriculture au 1-1-54 | Situation dans le corps des conducteurs d'agriculture | Observations |
|--|---|--|--------------|
| Akakpo Codjovi René (détaché au Togo) | aide-conducteur de 1 ^{re} cl. 3 ^e échelon (indice 470) conserve l'indice 475 à titre personnel. | conducteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 514) du 1-1-54 conducteur 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 558 du 1-1-56). | |
| Akakpo Léonard (détaché au Togo) | aide-conducteur de 1 ^{re} cl. 2 ^e échelon (indice 447) conserve l'indice 475 à titre personnel. | conducteur de 2 ^e classe 3 ^e échelon (indice 514) du 1-1-54 conducteur 2 ^e classe 4 ^e échelon (indice 558 du 1-1-56). | |

Conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté n° 11.649 DGP/5. 2 du 18 décembre 1957, la prise d'effet des présents reclassements en ce qui concerne la solde est fixée au 1^{er} juillet 1956. Toutefois pour les agents qui ont été atteints par la limite d'âge ou admis à la retraite pour incapacité physique entre le 1^{er} janvier 1954 et 1^{er} juillet 1956 ou ceux qui sont susceptibles de l'être avant le 1^{er} janvier 1957, la date de prise d'effet de la solde sera antérieure de 6 mois à la date de mise à la retraite.

Passage à l'échelon supérieur

Par décision du Haut-Commissaire de la République française en A.O.F. en date du :

9 mai 1958. — Est constaté pour compter des dates ci-après, le passage à l'échelon supérieur de leur grade des greffiers du corps supérieur dont les noms suivent :

| NOM ET PRENOMS | Situation précédente | Echelons accordés dans le grade | A. C. | R. S. M. |
|------------------------------------|---|--|-------|----------|
| Lefort (Robert) Atakpamé (Togo) | greffier 1 ^{re} cl. 1 ^{er} échelon. pc. du 1.4.56 A.C. néant RSM épuisé | greffier 1 ^{re} cl. 2 ^e éch. pc. du 1.4.1958 | néant | néant |

AVIS, COMMUNICATIONS ET INFORMATIONS

ConcoursAssistants d'élevage

Par arrêté du Haut-Commissaire de la République française en A.O.F. en date du 30 avril 1958.

Un concours direct d'admission à l'école des assistants d'élevage de l'A.O.F. aura lieu les mercredi 3 et jeudi 4 septembre 1958.

A titre exceptionnel, il ne sera pas tenu compte pour la publication du présent arrêté, du délai de 6 mois prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

— le 3 septembre 1958

de 8 heures à 11 heures : Composition française
de 14 h. 30 à 17 h. 30 : Mathématiques.

— le 4 septembre 1958

de 8 heures à 11 heures : Sciences naturelles.

Les sujets pour toutes les matières porteront sur le programme officiel du B.E.P.C.

Le concours aura lieu dans les localités suivantes :

| | | |
|-------------|-------------|---------|
| Dakar | Ouagadougou | Niamey |
| Saint-Louis | Abidjan | Lomé |
| Bamako | Conakry | Cotonou |

Dans chaque centre l'organisation matérielle du concours incombe au chef du Territoire et pour celui de Dakar au délégué du chef de territoire du Sénégal. Les épreuves se dérouleront dans les locaux des services de l'élevage de ces localités.

Le nombre de places mises au concours sera fixé par un arrêté ultérieur.

Les dossiers de candidatures établis conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs de l'A.O.F. devront être parvenus au plus tard le 2 juillet 1958 au Haut-Commissariat de l'A.O.F. (Service du personnel).

Un concours professionnel d'admission à l'école des assistants d'élevage de l'A.O.F. aura lieu les mercredi 10 et jeudi 11 septembre 1958.

A titre exceptionnel, il ne sera pas tenu compte pour la publication du présent arrêté, du délai de 6 mois prévu à l'article 2 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :
— le mercredi 10 septembre 1958 :

de 8 heures à 11 heures : Composition française
de 14 h. 30 à 17 h. 30 : Composition de pathologie

— le jeudi 11 septembre 1958 :

de 8 heures à 11 heures : Composition portant sur des sujets de zootechnie, d'agronomie, de physio-

logie, de thérapeutique ou d'inspection des denrées d'origine animale.

Le concours aura lieu dans les localités suivantes :

| | |
|-------------|-------------|
| Dakar | Ouagadougou |
| Saint-Louis | Abidjan |
| Bamako | Conakry |
| Niamey | Cotonou |
| Zinder | Lomé |

Dans chaque centre l'organisation matérielle du concours incombe au chef du Territoire et pour celui de Dakar au délégué du chef de territoire du Sénégal. Les épreuves se dérouleront dans les locaux des services de l'élevage de ces localités.

Le nombre de places mises au concours sera fixé par un arrêté ultérieur.

Les dossiers de candidatures établis conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs de l'A.O.F. devront être parvenus au plus tard le 9 juillet 1958 au Haut-Commissariat de l'A.O.F. (Service du personnel).

École forestière de l'A. O. F.

Un concours direct et un concours professionnel d'admission à l'école forestière de l'A.O.F. auront lieu les mardi 19 et mercredi 20 août 1958 dans chacun des chefs-lieux de la fédération, à Dakar et à Lomé.

Dans chaque centre l'organisation matérielle du concours incombe au chef du territoire et pour celui de Dakar au délégué du chef de territoire du Sénégal.

A titre exceptionnel, il ne sera pas tenu compte pour la publication du présent arrêté, du délai de 6 mois prévu à l'article 2 de l'arrêté 2186/SET du 26 mars 1953.

Les épreuves se dérouleront dans l'ordre suivant :

— le 19 août 1958 :

CONCOURS DIRECT

de 8 heures à 11 heures : Mathématiques
de 15 heures à 17 heures : Composition française

CONCOURS PROFESSIONNEL

de 8 heures à 10 heures : Composition française
de 15 heures à 17 heures : Mathématiques

— le 20 août 1958 :

CONCOURS DIRECT

de 8 heures à 11 heures : Sciences naturelles
de 15 heures à 17 heures : Topographie

CONCOURS PROFESSIONNEL

de 8 heures à 10 heures : Sylviculture
de 10 h. 15 à 11 h. 45 : Botanique
de 15 heures à 17 heures : Topographie

Le nombre de places mises au concours sera fixé par un arrêté ultérieur.

Si, dans un mode de recrutement l'effectif prévu n'est pas atteint il pourra être complété par des candidats de l'autre mode de recrutement.

Conformément aux dispositions de l'article 17 de l'arrêté n° 3548/SET du 13 mai 1954 fixant le statut particulier des corps de contrôleurs et de contrôleurs adjoints du service des eaux et forêts, peuvent se présenter :

— au concours direct :

Les candidats titulaires du brevet élémentaire ou du brevet d'études du premier cycle du second degré.

— au concours professionnel :

Les agents des cadres locaux du service des eaux et forêts comptant 5 ans de services effectifs.

Les dossiers de candidatures, établis conformément aux dispositions de l'article 4 de l'arrêté n° 2186/SET du 26 mars 1953 fixant le régime commun des concours prévus pour l'admission dans les différents corps supérieurs de l'A.O.F. devront être parvenus, adressés par la voie hiérarchique, au plus tard le 18 juin 1958 au Haut-Commissariat de l'A.O.F. (Service du Personnel).

Union Maritime et Commerciale "Umarco"

Société Anonyme au capital de frs C.F.A. 74.800.000
Siège Social : DOUALA (Cameroun)
RC Douala 1727

Aux termes d'un procès-verbal en date à Douala du 16 mai 1958, déposé au rang des minutes de Me Roger Servain, notaire à Douala, le 9 juin 1958, l'Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires a modifié comme suit les Statuts :

Article 6. — Remplacer le dernier alinéa par :

« Le Conseil d'Administration est statutairement autorisé à augmenter le capital social jusqu'à un chiffre total de deux cents millions de francs CFA (200.000.000 de frs CFA) en une ou plusieurs fois, par la création d'actions nouvelles à émettre en représentation d'apports en nature ou en espèces, ou par voie d'incorporation de réserves, et, ce, sur simple décision dudit Conseil qui déterminera l'époque, les conditions et les modalités de l'émission, sous réserve de l'accomplissement des formalités prévues par la loi ».

Article 24. — Remplacer le premier alinéa par :

« Toute convention entre la Société et l'un de ses Administrateurs, soit directement ou indirectement, soit par personne interposée, doit être soumise à l'autorisation préalable du Conseil d'Administration dans les conditions prévues par la Loi. Avis en est donné aux Commissaires qui en font un rapport spécial à l'Assemblée Générale annuelle, conformément aux prescriptions de l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867 et tous autres textes modificatifs promulgués au Cameroun ».

Article 44. — Remplacer les 5^e, 6^e, 7^e, 8^e, 9^e, 10^e, 11^e et 12^e alinéas par :

« 3^o — Toutes réserves complémentaires que l'Assemblée, sur la proposition du Conseil estimera nécessaires ;

« 4^o — Le montant des sommes que l'Assemblée décidera de reporter à nouveau ;

« Le solde restant disponible après les prélèvements ci-dessus est réparti comme suit :

« — 10 % au Conseil d'Administration à titre de tantièmes,

« — 90 % aux actions à titre de superdividende.

« Si les sommes mises en réserve ou reportées à nouveau en vertu des stipulations des paragraphes 3^e et 4^e ci-dessus sont par la suite distribuées ou incorporées au capital, il en sera tenu compte à concurrence du pourcentage ci-dessus, pour la détermination des tantièmes du Conseil d'Administration ».

Article 45. — Remplacer le premier alinéa par :

« Le paiement des dividendes se fait aux époques fixées par le Conseil d'Administration ».

Deux expéditions de l'acte de dépôt et du procès-verbal y annexé de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 16 mai 1958 ont été déposées le 9 juin 1958 au greffe du Tribunal de Commerce de Douala.

Le Conseil d'Administration.

DOMAINE MINIER

Par décisions du Directeur des Mines et de la Géologie nos 236 et 237 du 27 mai 1958 :

« — En application de l'article 28 du décret minier du 26 octobre 1927, les permis de recherches minières nos 39 et 40 (nouveaux numéros 46 et 47) accordés le 6 juin 1953, renouvelés pour 2 ans le 6 juin 1956 et transférés à la République du Togo depuis le 27 juillet 1957, sont renouvelés pour une nouvelle période de 2 ans à compter du 6 juin 1958 ».

RECÉPISSÉS DE DÉCLARATION D'ASSOCIATIONS

Titre d'Association : Rassemblement Démocratique de la Jeunesse d'Agou.

But : Promouvoir le peuple d'Agou au progrès social, culturel et économique.

Siège : Lomé

Pièces Annexées : Statuts.

Titre de l'Association : Mouvement Evolutionnaire de Danyi Atigba

But : a) Promouvoir et entretenir entre tous les membres et tous les originaires de Danyi Atigba en général le sentiment de fraternité et de respect de la personne humaine.

b) Travailler au raffinement de l'évolution sociale et à une heureuse situation économique du plateau de Danyi.

Siège Social : Danyi Apéyéomé.

Pièces Annexées : Statuts.

Titre de l'Association : Bloc démocratique Aofien.

But : Regrouper en son sein tous les ressortissants des Territoires composant l'Afrique Occidentale Française.

Siège Social : Lomé — (Rue Dadzie).

Pièces Annexées : Statuts.

AVIS DE PERTE

Avis est donné au public, conformément à l'article 99 du décret du 24 juillet 1906, que la copie du Titre Foncier n° 1182 du Territoire du Togo Volume VII F° 53 appartenant à Feu Amemaka Libla, est adiré.

Pour première insertion.

Société Limonadière Togolaise (S. L. T.)

S. A. R. L. au Capital de 1.000.000 de frs C. F. A.
Siège Social : LOMÉ (Togo) Rue de la Somme N° 50

Suivant acte sous seing privé du 30 octobre 1956, enregistré le 31 du même mois, il a été formé entre Messieurs :

Jazzar Fouad, commerçant à Lomé, rue d'Alsace-Lorraine;

et Helwani Bahae, commerçant à Lomé, rue de la Mission, n° 40,

Une société à responsabilité limitée, soumise aux dispositions de la loi du 7 mars 1925 et aux statuts, dont suit extrait :

Raison sociale : « Société Limonadière Togolaise (S.L.T.) autorisée à se dire successeur de la Société Industrielle Togolaise ;

Objet : fabrication et négoce, en France et dans les pays d'outre-mer, notamment le Togo, de boissons gazeuses, limonade et autres et d'une façon générale toutes opérations industrielles, commerciales, financières mobilières ou immobilières se rattachant directement ou indirectement au but social ;

Siège social : Lomé (Togo) 50, rue de la Somme ;
Durée : du 30 octobre 1956 au 30 septembre 1960 susceptible de prorogation ou de réduction suivant décision des associés ;

Capital social : 1.000.000 de francs CFA. divisé en mille parts de mille francs, réparties par portions égales entre les deux associés ;

Ce capital est constitué par l'apport en nature du fonds de limonaderie avec le matériel y attaché, exploité à Lomé, rue de la Somme n° 50, qu'ils ont acquis en commun de la S.I.T. le 6 juin 1956, le prix en ayant été intégralement payé ;

Le capital social pourra être réduit sans descendre au-dessous de 50.000 francs ou augmenté par la création de parts nouvelles ;

Cession de parts : Toute cession de parts à des tiers devra être autorisée par les associés ;

Administration : La Société est administrée par MM. Jazzard et Helwani, gérants statutaires ayant qualité pour agir ensemble ou séparément avec pouvoirs les plus étendus. Toutefois, tous les actes de nature à conférer un droit quelconque sur les éléments corporels ou incorporels de l'actif social, devront être signés des deux gérants ;

Chaque gérant peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs à un tiers sous sa responsabilité. Mais, dans tout acte nécessitant la signature des deux gérants comme il est spécifié ci-dessus, les deux délégués ne pourront valablement engager la Société ; l'un des signataires devra être nécessairement l'un des gérants.

Dépôt : Deux exemplaires du pacte social ont été déposés au Greffe du Tribunal de première instance de Lomé tenant lieu de Tribunal de Commerce, le 3 novembre 1956.

Pour insertion légale :

Les gérants :

JAZZAR & HELWANI.

Nécrologie

Le Premier-Ministre de la République du Togo a le regret de faire part du décès du chef-mécanicien de 2^e classe du cadre local des C.F.T. Azanledji Antoine, survenu le 3 mai 1958, à Lomé.